Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 32 (1982)

Heft: 1

Buchbesprechung: Libéralisme et société dans le Canton de Vaud 1814-1845 [Gérald Arlettaz]

Autor: Badelier, André

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

BESPRECHUNGEN - COMPTES RENDUS

SCHWEIZERGESCHICHTE - HISTOIRE SUISSE

GÉRALD ARLETTAZ, *Libéralisme et société dans le Canton de Vaud 1814–1845*. Lausanne, Bibliothèque historique vaudoise, 1980. 742 p. (Bibliothèque historique vaudoise, 67).

Les études sur les mouvements libéraux et radicaux, qui sont à la base de la Suisse moderne, ne manquent pas. L'originalité du volumineux ouvrage de Gérald Arlettaz tient dans sa démarche. En effet, suivant en cela un courant important de l'historiographie actuelle, l'auteur s'est attaché à étudier le libéralisme vaudois dans sa globalité. Mutations socio-politiques et évolution idéologique constituent les deux piliers de la recherche. Ils coïncident avec la phase créatrice du libéralisme, celle où il fut «capable d'organiser la vie collective». *Libéralisme et société dans le Canton de Vaud* rejoint une autre tendance de l'historiographie la plus récente, la réinsertion de l'institutionnel dans l'histoire sociale. Dès lors, le plan, quadripartite, obéit à un double mouvement. D'une part, le cadre conceptuel engage à présenter immédiatement les structures matérielles et institutionnelles de la société vaudoise, avant d'aborder l'idéologie libérale et son développement. Les limites chronologiques dictent d'autre part les trois étapes majeures: critique du régime censitaire de la Restauration, établissement d'un pouvoir libéral «régénéré», affirmation du courant radical.

Trois chapitres se partagent la première partie («Les structures de la première moitié du XIXe siècle»), dans l'ordre: Economie et démographie, La société, L'Etat et le pouvoir politique. Le lecteur n'y trouvera pas le tableau complet d'une société, mais plutôt une esquisse propre à la situer dans un contexte plus large et à saisir les éléments de rupture, indicateurs d'un processus en devenir. Approches générales et statistiques, études de cas, quelques touches sur les mentalités forment un ensemble suffisant pour appréhender les assises du développement général.

Avec la deuxième partie, «Les fondements de l'idéologie libérale», l'on entre dans le vif du sujet: le dépassement d'une société agraire, dominée par la propriété foncière. Sur le plan humain, la période 1815–1830 correspond à l'affrontement paradoxal de notables, qui se réclament quasiment tous d'une tradition libérale: l'Helvétique et la Médiation restent des références obligées dans un canton nouveau. Néanmoins, à travers quatre chapitres - L'économie politique et sociale, L'évolution des conceptions religieuses, L'éducation politique, Le mouvement libéral - ressortent avant tout des problèmes culturels et spirituels. Cet effacement relatif des questions économiques, malgré le paupérisme et la nécessaire libéralisation du commerce, s'explique dans une Suisse occidentale qui ne connaît pas encore de révolution industrielle et dans un canton de Vaud où la prospérité résulte toujours des productions agricoles. Plus qu'au remplacement de la valeur d'usage par un code s'appuyant sur l'échange, le lecteur sera sensible à l'interpénétration des développements idéologiques et religieux. Tout semblait devoir éloigner libéraux, héritiers d'un XVIIIe siècle matérialiste, et mystiques du Réveil religieux protestant. Les débats autour de l'Eglise vaudoise offrent une curiosité révélatrice: la coïncidence

momentanée des intérêts des deux familles de pensée. Les problèmes que cette «alliance objective» pose aux représentants des deux bords illustrent la diversité du libéralisme politique. La richesse des conceptions fait d'ailleurs tout l'intérêt de mouvements peu structurés, qui contrastent si fortement avec l'organisation des partis contemporains. L'attention accordée à l'éducation porte, de plus, l'accent sur les problèmes scolaires: ils animeront constamment la scène politique. Enfin, un pétitionnement populaire significatif prépare le bouleversement de 1829–1831. A Lausanne, on débattra davantage qu'on ne se battra, au nom de la liberté de la presse, de la publicité des séances du Grand Conseil et d'une séparation totale des pouvoirs.

«Le régime libéral», troisième volet de l'approche (titres des chapitres: La Constitution de 1831, Le libéralisme au pouvoir, La révision du Pacte fédéral, La réforme de l'instruction publique), étudie l'œuvre constitutionnelle et législative du pouvoir «régénéré». Par ailleurs, les retombées locales d'une conjoncture fédérale perturbée éclairent à leur manière le vide institutionnel, né de l'incapacité à traduire sur le plan helvétique les changements survenus dans nombre de cantons. Les années 1830 recouvrent surtout un nouveau paradoxe, le partage du pouvoir entre libéraux et conservateurs vaudois. Un «centre» incertain caractérise les législations successives et reste la force d'appoint qu'il faut absolument convaincre, ou pour le moins entraîner, si l'on veut aboutir à quelque réforme que ce soit. Tout naturellement interfère alors la dimension régionale, à l'influence variable selon les questions évoquées. Le poids des localités s'était déjà marqué par l'apparition d'un «pouvoir communal» dans la Constitution! Une analyse géographique du pétitionnement politique redonne au phénomène toute sa dimension. De même, une étude de la députation fournit une sociologie du groupe dominant, remise à jour à chaque élection au Grand Conseil. L'intérêt manifesté pour l'histoire des idées a engagé G. Arlettaz à réserver une place primordiale aux discussions de commission et aux débats de séance. Ainsi, aucun recoin de la vie parlementaire vaudoise n'est laissé dans l'ombre. Aussi l'étude met-elle spécialement en évidence les rapports nuancés que le libéralisme de l'époque entretient avec le fédéralisme, tout comme son appréhension pondérée des intérêts parfois divergents de l'individu et de l'Etat. Sur le plan fédéral, le libéralisme échouera parce qu'il n'est pas parvenu à se déterminer franchement entre la souveraineté du peuple suisse et celle des cantons. Dans le canton de Vaud, au-delà des potentionalités que le mouvement radical concrétisera à son profit, le libéralisme peut être crédité d'une réforme complète de l'instruction publique. Et une fois encore, dans une vision imposée par les professeurs de l'Académie et certains pasteurs, l'installation d'une école normale, la loi sur les écoles primaires et celle sur les écoles moyennes, la controverse sur les collèges et l'Académie mettent en évidence cette union originale du libéralisme et de la spiritualité, qui confère une marque si particulière aux grands penseurs vaudois du XIXe siècle: Charles Monnard et Alexandre Vinet, mais aussi Henri Druey.

La dernière partie, «La montée du radicalisme», trace les limites du libéralisme. Face à la diversité des options, une analyse de contenu des discours politiques permettrait de distinguer mieux les groupes politiques. Elle constituerait à elle seule un travail considérable. G. Arlettaz a préféré une approche fondée sur les attitudes arrêtées dans un certain nombre de scrutins-clés. Les résultats démontrent la pertinence du choix statistique. Ils parviennent fort bien à cerner l'évolution des attitudes, à démontrer le remplacement progressif de types fondamentaux d'oppositions par d'autres. Hétéroclites certes, les partis en présence s'expriment jusqu'en 1836 essentiellement dans les termes de «libéraux » et de «conservateurs», même si cha-

cun se réclame du passé révolutionnaire cantonal. Puis, le binôme initial fait place insensiblement à celui des années 1840: libéraux et radicaux. Par ailleurs, le foisonnement, qui définit toujours la classe politique, garde tout son chatoiement. Le tout est regroupé dans un chapitre intitulé «Le personnel politique du régime libéral». «La crise du libéralisme et l'affirmation de la gauche» conduit le lecteur jusqu'à l'ultime rupture, celle de février 1845, la prise du pouvoir par les radicaux vaudois. Celle-ci est préparée par l'évocation de la vie associative nouvelle, manifestée par les sociétés patriotiques. Le développement de la presse - diversification, décentralisation et naissance de journaux satiriques - et les événements helvétiques jouent à cet égard le rôle d'indéniables amplificateurs.

L'appareil critique de *Libéralisme et société dans le Canton de Vaud* se conforme aux normes de cet exercice académique par excellence, la thèse de doctorat. Sources et travaux, abondantes notes, index onomastique et géographique en font un outil de consultation précieux. Par ailleurs, l'auteur a le mérite d'ouvrir d'autres voies, complémentaires. L'étude porte sur le libéralisme vaudois; l'histoire des libéraux, des hommes, reste à écrire. Ce qui frappe également, c'est la primauté réservée au débat d'idées et à la mise en place *légale* des institutions. Par-delà une mesure de l'opinion publique confiée à l'analyse de la presse périodique - qui constitue cependant un des points forts de la recherche - s'impose une autre direction: la mise en place *réelle* des institutions, leur impact dans la quotidienneté. Alors, à l'idéologie des dominants, s'ajouteraient la réaction des administrés, leurs mentalités.

Peseux *André Bandelier*

HERMANN BÖSCHENSTEIN, *Bundesrat Hermann Obrecht, 1882–1940.* Solothurn, Vogt-Schild, 1981. 289 S.

Der Verfasser, bekannt als politischer Journalist und ausgezeichneter Kenner unserer Landesgeschichte der letzten fünfzig Jahre, hat einige bemerkenswerte Publikationen zu dieser Zeit veröffentlicht. Neben seinen persönlichen Erinnerungen unter dem Titel «Vor unsern Augen 1935–1945» liegen vier Biographien über Bundesräte vor, nämlich über Carl Schenk, Edmund Schulthess, Karl Scheurer und neuerdings Hermann Obrecht. Sie alle zeugen von einer erstaunlichen Kenntnis der dargestellten Ereignisse und Persönlichkeiten, die nur deshalb so lebendig wirken, weil wir einerseits die politische Ader des Verfassers und andrerseits sein Bemühen um strenge Sachlichkeit spüren.

Wenn man sich heute noch an Hermann Obrecht erinnert, so geschieht dies wegen seines Vortrages im März 1939 vor der Basler Neuen Helvetischen Gesellschaft, in dem er in bedrängtester Zeit den Satz prägte: «Wir Schweizer werden nicht zuerst ins Ausland wallfahren gehen.» Damit gab er dem Schweizervolk in seinen inneren und äusseren Nöten die unverkennbare politische Zielsetzung, die man von unserer obersten Landesbehörde erwartet hatte. Obrecht wurde damit, neben seinem Freund Rudolf Minger, zum populärsten Bundesrat jener Jahre.

Doch muss vor allem an die enormen Erfolge dieses Mannes erinnert werden, weil hinter ihnen eine seltene dynamische Kraft sichtbar wurde, und weil sich diese in der Hauptsache auf drei Ebenen zeigten: in der Wirtschft, in der Politik und in der Armee. Es ist wohl überflüssig, hier auf die erbrachten Leistungen einzugehen; die Etappen der äusseren Entwicklung sind in einer Übersicht am Schluss des Buches zusammengestellt. Immerhin sei auf die starke innere Unabhängigkeit Obrechts verwiesen, die es ihm möglich machte, sowohl mit der Industrie wie dem Bauerntum